

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 AVRIL 1913.

Proposition de loi complétant la loi du 7 mai 1888 et concernant les prestations en faveur des élèves des écoles publiques et privées (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. COLAERT.

MESSIEURS,

La Chambre a été saisie, à plusieurs reprises, de propositions de loi ayant pour objet ce qu'on appelle communément *la soupe scolaire*.

La première, émanant de l'honorable M. Woeste, fut déposée le 20 décembre 1908 sous le titre « Proposition de loi complétant la loi du 7 mai 1888 relative à la répression de quelques abus commis par les administrations publiques de bienfaisance ».

A la date du 24 janvier 1906, le gouvernement présenta une série d'amendements qui, en réalité, constituaient un projet nouveau.

La proposition de M. Woeste et les amendements du gouvernement firent l'objet d'un rapport de la section centrale, qui fut déposé le 19 février 1909 (3).

Ce rapport fut suivi presque immédiatement d'une proposition de l'honorable M. Destrée sur « les réfectoires scolaires » (4). A son tour l'honorable M. Woeste fit à sa proposition primitive plusieurs amendements ayant pour but de compléter celle-ci (5).

La proposition Destrée fut soumise à une commission spéciale, qui la rejeta par cinq voix contre deux. Quant aux amendements Woeste, ils ne furent pas examinés par cette commission, la Chambre n'ayant pas consenti, à l'unanimité de ses membres, à ce qu'ils fussent renvoyés à la Commission (6).

La dissolution des Chambres, en 1912, a rendu caduques les propositions déposées et rapportées précédemment. Mais à la date du 19 novembre 1912, l'honorable M. Woeste déposa la proposition actuelle qu'il intitula « Propo-

(1) Proposition de loi, n° 27.

(2) La commission était composée de MM. Nerinx, président, Bertrand, Brifaut, Colaert, Lemonnier, Van Cleemputte et Wauwermans.

(3) Rapport de M. Colaert, n° 103, séance du 19 février 1909.

(4) Proposition de loi, n° 119, séance du 10 mars 1909.

(5) Amendements, n° 140, séance du 27 avril 1909.

(6) Rapport de M. Colaert, n° 135, séance du 11 avril 1911.

sition de loi complétant la loi du 7 mai 1888 et concernant les prestations en faveur des élèves des écoles publiques et privées ».

C'est cette proposition que nous avons à rapporter. Elle maintient les principes de droit consacrés par la proposition primitive et les amendements présentés par l'honorable M. Woeste à la séance du 27 avril 1909. Nous signalerons plus loin les différences que des circonstances nouvelles ont pu faire naître.

DISCUSSION DE LA PROPOSITION, PAR LA COMMISSION SPÉCIALE.

La Commission spéciale a autorisé son rapporteur à reproduire les considérations générales que la section centrale de 1909 a émises, en tant qu'elles justifient la proposition actuelle.

Voici ces considérations :

« La proposition de loi de M. Woeste est sortie du débat qui a surgi, à la Chambre des Représentants, le 12 décembre 1905, à l'occasion de l'interpellation adressée par l'honorable membre à M. le Ministre de la Justice, au sujet de l'arrêté royal du 15 août de la même année, qui avait supprimé l'article 15 des dépenses du budget du Bureau de bienfaisance de Tirlemont et l'article 44 du budget des Hospices civils de cette ville.

» Les deux administrations charitables avaient inscrit, dans leurs budgets une somme de 2,000 francs en faveur d'une société privée qui distribuait la soupe scolaire aux enfants fréquentant les écoles communales.

» Les allocations ainsi faites aux seuls enfants des écoles de la ville tombaient sous l'application de la loi du 7 mai 1888, qui interdit aux administrations charitables, Hospices, Bureaux de bienfaisance et Comités de charité de subordonner leurs libéralités à la fréquentation d'une école déterminée.

» Sur un recours du Gouverneur du Brabant, le Gouvernement biffa des budgets des Hospices et du Bureau de bienfaisance de Tirlemont, les sommes de 2,000 francs qui y figuraient.

» Il ne sera pas sans utilité de rappeler ici les principaux considérants de l'arrêté du 15 août 1905 :

« « Attendu que les attributions du Bureau de bienfaisance et des Com-
» missions administratives des Hospices civils ont été nettement déter-
» minées par les lois y relatives, et que ces attributions ne comprennent
» que la distribution des secours à domicile et l'hospitalisation des indi-
» gents;

» » Attendu que l'OEuvre de la soupe scolaire ne rentre pas dans ces
» attributions; qu'en effet, les distributions de soupe n'ont pas un carac-
» tère absolument charitable; qu'elles ne sont pas faites à raison de l'état
» d'indigence des élèves, état qui, d'ailleurs, ne se présente pas pour tous;

» » Attendu que ces distributions doivent être considérées comme étant
» instituées principalement dans l'intérêt de l'enseignement primaire, et

» que, à ce titre, elles font partie du service de l'enseignement public, » service qui rentre dans les attributions de la commune;

» » Attendu qu'il s'ensuit que ni les Bureaux de bienfaisance, ni les » Commissions administratives d'Hospices civils ne peuvent consacrer une » partie de leur dotation à organiser le service de la soupe scolaire, » étranger à leurs attributions, ni, par conséquent, subsidier de telles » œuvres. »

» Plusieurs principes de droit administratif sont engagés dans ces considérants. Et tout d'abord, il est incontestable qu'en ce qui concerne les Hospices, leurs attributions ne comprennent que l'hospitalisation des indigents malades ou infirmes. L'Œuvre de la soupe scolaire, et plus généralement l'octroi d'aliments ou de vêtements, n'est donc pas du domaine ni de la compétence des Administrations d'Hospices.

» Sans doute, on peut prétendre que, « en donnant aux indigents une » nourriture réconfortante, on diminue par là-même les cas où il y a lieu à » l'hospitalisation » (1). On pourrait en dire autant du fait d'accorder, par exemple, une habitation à des indigents non hospitalisés ou des sommes d'argent en vue de leur procurer une pension de vieillesse. Mais, en généralisant ainsi les attributions de l'administration hospitalière, on s'écarte incontestablement de l'esprit de notre législation, qui a nettement défini la mission de cette institution charitable.

» Quant aux Bureaux de bienfaisance, la question est plus délicate. Leur mission se borne à la distribution de secours à domicile. Dans la discussion qu'a soulevée à la Chambre l'arrêté royal du 15 août 1905, l'on a semblé être d'accord pour étendre la compétence des Bureaux de bienfaisance à la distribution des soupes scolaires, en considérant l'école comme étant en quelque sorte le prolongement du domicile, la résidence des élèves pendant une grande partie de la journée.

» En admettant que la loi comporte pareille extension, ce n'est évidemment qu'à la condition que le secours en aliments ou en vêtements ne soit octroyé qu'aux enfants de parents indigents. L'indigence est, de l'aveu de tous les auteurs, la condition essentielle de l'octroi de secours.

» En accordant un subside à une société particulière pour la distribution de soupe aux enfants d'une école, sans distinguer si leurs parents sont indigents ou non, le Bureau de bienfaisance de Tirlemont était sorti de la légalité, et le subside devait être annulé.

» Il devait l'être pour d'autres motifs. Et tout d'abord, s'il est admissible que des subsides soient accordés sous forme de soupe scolaire aux indigents d'une commune, il va sans dire que tous les enfants indigents de cette commune doivent en bénéficier. Sinon, il faudrait décider logiquement que les secours de la bienfaisance publique ne sont pas l'apanage de l'indigence, mais d'une classe privilégiée de pauvres. Pareil système est directement

(1) Discours de M. Woeste, séance du 12 décembre 1905 de la Chambre des Représentants, *Ann. parlém.*, p. 172.

contraire au texte et à l'esprit de notre législation. Il heurte aussi les principes les plus élémentaires de la justice et de l'équité.

» On ne peut donc que féliciter le Gouvernement d'avoir annulé les subsides accordés, par les administrations charitables de Tirlemont, à une société qui les réservait elle-même à une catégorie d'habitants : les enfants qui fréquentent une école communale.

» On s' imagine difficilement qu'il puisse y avoir divergence de vues sur le principe, presque élémentaire, de droit administratif que nous venons de rappeler.

» La loi du 7 mai 1888 a frappé d'une double sanction les procédés des administrations charitables qui subordonnent leurs secours aux indigents à l'envoi de leurs enfants dans les écoles déterminées. Pareilles résolutions sont nulles, et les membres ou employés de ces administrations qui les exécutent sont passibles d'amende.

» Pour annuler les subsides accordés par les Hospices et le Bureau de bienfaisance de Tirlemont à une société particulière, avec mission de les distribuer aux enfants de certaines écoles déterminées, le Gouvernement pouvait se borner à invoquer le texte de la loi de 1888. Nous ne le blâmons pas, bien au contraire, d'avoir mis en lumière, une fois de plus, les principes qui régissent l'octroi des subsides aux indigents.

» Mais l'arrêté royal du 15 août 1905 a touché à une autre question en disant que « les distributions de soupe doivent être considérées comme instituées principalement dans l'intérêt de l'enseignement public, service qui rentre dans les attributions de la commune ».

» A propos d'une question de fait, l'arrêté royal du 15 août 1905 sembla donc toucher une question de droit dans un sens qui est loin d'emporter l'opinion générale. Sans doute les communes ont la direction des écoles communales. Sans doute aussi les indigents reçoivent l'instruction gratuitement ; et la loi de 1895, dans le but de favoriser l'enseignement primaire, a accordé aux communes la faculté d'étendre la gratuité à tous les élèves qui fréquentent leurs écoles. Mais aucune de nos lois scolaires n'a compris, dans l'écolage gratuit, l'octroi d'aliments ou de vêtements.

» La loi de 1842 et celle de 1879 imposaient l'instruction gratuite en faveur des enfants indigents, la première à la charge des communes, la seconde à la charge des Bureaux de bienfaisance. Les lois de 1884 et de 1895 ont maintenu le principe. La part d'intervention du Bureau de bienfaisance, représentant l'écolage des enfants d'indigents, est fixée chaque année et portée à son budget.

Il en résulte que les frais de l'écolage proprement dit des enfants pauvres rentrent dans la catégorie des actes de bienfaisance. Ils ne sont donc pas du domaine de l'enseignement public.

» Il en est de même, à plus forte raison, des allocations d'aliments ou de vêtements.

» La question de savoir si les distributions faites par les conseils communaux sont illégales et si les délibérations prises à leur sujet peuvent être annulées par le Roi a été soulevée au Sénat par l'honorable M. Hubert,

qui soutenait l'affirmative ; mais le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique n'a pas cru devoir suivre l'opinion de l'honorable Sénateur, parce que « la question de savoir si les institutions de bienfaisance scolaire sont destinées à assurer la fréquentation scolaire ou sont des œuvres de bienfaisance pure est discutée ».

» L'arrêté royal du 15 août 1903, contresigné par M. Van den Heuvel, Ministre de la Justice, semble trancher la question : « c'est, d'après lui, un service qui rentre dans les attributions de la commune ».

» Pour étayer cette thèse, l'honorable Ministre s'est basé sur deux arrêtés pris antérieurement par d'autres organes du Gouvernement : MM. Thonissen, Devolder et Le Jeune, les deux premiers Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique, le troisième Ministre de la Justice, celui-ci d'accord avec son collègue sur la question de principe ainsi posée et résolue :

» « Considérant qu'il est reconnu que les communes ont le droit de donner
» aux écoles gardiennes les moyens d'atteindre leur but et que les distri-
» butions de soupe inscrites aux budgets et aux comptes des écoles gar-
» diennes sont au nombre de ces moyens. En conséquence, le conseil
» communal de Tirlemont est autorisé à accepter le legs précité aux condi-
» tions stipulées. »

» Cet arrêté, daté de 1890, avait été précédé d'un arrêté de 1887, contresigné par M. Thonissen, dans une espèce où il s'agissait d'une donation en faveur de la soupe scolaire dans les écoles gardiennes de la ville de Tirlemont.

» Dans l'arrêté royal du 15 août 1903, l'honorable M. Van den Heuvel s'est donc armé de la jurisprudence inaugurée par ses prédécesseurs.

» Nous ne voulons pas examiner ici, avec d'aucuns, le degré de légalité ou d'illégalité de ces deux arrêtés royaux, ni même, avec d'autres, rechercher si, aux deux époques où ils ont été pris, la question avait été ou non suffisamment approfondie. Mais il importe de faire remarquer que l'un et l'autre arrêtés étaient relatifs à des libéralités faites à la ville de Tirlemont en faveur de ses écoles *gardiennes*, tandis que l'arrêté royal de 1903 pose le principe, que nous discutons, pour l'enseignement *primaire*.

» La différence saute aux yeux : dans les écoles primaires, les enfants reçoivent l'instruction et n'y restent que quelques heures ; ils prennent leurs repas chez eux. Dans les écoles gardiennes, il s'agit plutôt de la garde des enfants et, jusqu'à un certain point, de leur alimentation. Du reste, les dispositions de nos lois scolaires sont muettes en ce qui concerne les écoles *gardiennes*, sauf pour dire que le conseil communal règle tout ce qui les concerne, tandis que les frais d'écolage tombent à charge des bureaux de bienfaisance.

» L'arrêté royal du 15 août 1903 a soulevé deux autres questions, qui ont fait spécialement l'objet de l'interpellation de l'honorable M. Woeste :

» 1° Si l'arrêté royal du 15 août 1903 est légal en ce qu'il décide que les distributions de soupe sont du domaine communal, les conseils communaux peuvent-ils prendre des résolutions en vertu desquelles ils accordent leurs subsides à des écoles *déterminées*?

» 2° En le faisant ne tombent-ils pas sous l'application de la loi du 7 mai 1888, en ce sens que ceux qui exécutent les délibérations des conseils communaux sont passibles de peines?

* * *

» La première question se présente sous cet aspect : secours attribués par le pouvoir communal aux enfants d'une école déterminée, publique ou privée, sous la condition qu'ils fréquentent cette école.

» Dans les développements de sa proposition de loi, l'honorable M. Woeste se base sur la liberté de conscience et la liberté d'enseignement, consacrées par la Constitution, qui seraient illusoires si, par des moyens directs ou indirects, les pouvoirs publics pouvaient obliger les parents à envoyer leurs enfants dans une école dont l'enseignement ne répondrait pas à leurs convictions.

» « L'usage qu'ils feraient de leurs ressources, dit l'honorable membre, serait particulièrement odieux, si, exploitant le dénûment des pauvres gens, ils en tiraient parti pour ne leur accorder des secours qu'à la condition d'envoyer leurs enfants dans les écoles que ces pouvoirs patronnent ».

» Ces raisons de droit et de fait nous paraissent justes. On peut y ajouter que l'article 17 de la Constitution, en proclamant d'une façon absolue la liberté d'enseignement, a interdit toute mesure préventive, et que, en décidant que l'instruction publique est également régie par la loi, le législateur constituant n'a entendu faire de celle-ci qu'un enseignement subsidiaire, c'est-à-dire pour le cas où l'enseignement privé serait insuffisant. Tout au plus peut-on prétendre que les deux enseignements sont placés, par la Constitution, sur un pied d'égalité.

» Telle était incontestablement l'opinion suivie sous le régime de la loi de 1842. Nous l'avons prouvé dans notre rapport sur la proposition de loi de 1888 et dans la discussion de cette proposition (1).

» La loi sur les bourses d'études consacre, elle aussi, par son article 38, la faculté du boursier de fréquenter un établissement public ou privé du pays, à son choix, sans que cette faculté puisse être restreinte par l'acte de fondation.

» « Pour que la liberté d'enseignement soit sincère et porte d'heureux fruits, disait l'honorable M. Bara, rapporteur du projet de loi de 1864, il faut que d'aucune manière, soit par des faveurs du pouvoir, soit par des secours et des bourses, l'élève ne soit attiré dans un établissement public plutôt que dans un autre. Il n'y a plus de liberté, si l'on obtient des élèves au moyen de bourses, si on force les familles peu aisées à envoyer leurs enfants à un établissement déterminé, si la conscience des familles est mise en opposition avec leur intérêt. Le triomphe de la vérité et du pro-

(1) Rapport de M. Colaert du 25 janvier 1888, *Doc. parl.*, pp. 89-91; discussion, séances des 19, 20 et 24 avril 1888 (*Ann. parl.*, pp. 1052 à 1110).

grès dépendent de l'enseignement, et quel obstacle n'y apporte-t-on pas si on oblige la jeunesse à se former l'intelligence et le cœur selon telle ou telle doctrine, si on dit aux jeunes gens pauvres : Vous prendrez nos idées ou vous resterez sans instruction; faute de ressources pécuniaires, vous viendrez dans nos écoles où vous n'irez pas ailleurs!

» Désormais les familles enverront leurs enfants où elles voudront, selon les inspirations de leurs consciences; elles décideront elles-mêmes quel enseignement est le meilleur et elles ne se trouveront plus dans la nécessité de faire le sacrifice de leurs convictions pour obtenir des bourses. Désormais, la liberté de conscience aura une nouvelle garantie (1) ».

» La loi de 1879 elle-même n'apporta, sous ce rapport, aucun changement à la loi de 1842, ni aux idées de M. Bara que nous venons de reproduire.

» La loi de 1884 fut plus explicite. La liste des enfants pauvres admis à recevoir l'instruction gratuite à la charge du bureau de bienfaisance devait comprendre les enfants admis dans les écoles communales *ou adoptées*, et la loi de 1895 applique les subsides de la bienfaisance publique à ceux qui fréquentent *les écoles adoptables*.

» Ne peut-on pas dire dès lors que les administrations communales sortent de la légalité en n'attribuant leurs subsides qu'aux seules écoles communales et que leurs résolutions à cet égard sont nulles?

La Section centrale en est convaincue, mais le Gouvernement n'a point infirmé jusqu'ici, à notre connaissance, des décisions prises en ce sens par certains conseils communaux. La question peut donc paraître douteuse.

* * *

» Quant à la seconde question, nous estimons, avec l'honorable M. Van den Heuvel, que la sanction pénale de la loi de 1888 n'est pas applicable à ceux qui exécutent les délibérations des conseils communaux prises en violation de l'esprit de nos lois. La disposition de l'article 2 de cette loi est une peine qui ne peut s'étendre par analogie.

» La proposition de l'honorable M. Woeste complète la loi de 1888. Elle atteint les délibérations des conseils communaux contraires à l'esprit de la Constitution et des lois dont nous venons de parler, et punit les membres et employés des administrations communales qui exécutent ces délibérations. »

La proposition actuelle de l'honorable M. Woeste ne déroge pas aux principes et aux considérations que nous venons de reproduire : Faculté pour les provinces et les communes de voter des subsides; secours aux seules familles ayant droit à l'enseignement gratuit en vertu de l'article 3 de la loi sur l'instruction primaire; intervention obligatoire des bureaux de bienfaisance pour la distribution des subsides dans les cas ordinaires.

Ces principes sont consacrés par les articles 1 et 2 de la proposition de loi.

(1) Rapport de la Section centrale, présenté par M. Bara, le 24 mars 1863.

La proposition diffère de l'ancienne en ce qu'elle étend aux provinces la faculté réservée primitivement aux communes; en ce qu'elle assimile les écoles gardiennes aux écoles primaires; en ce qu'elle comprend non seulement les subsides pour aliments et vêtements, mais toutes les allocations, tels que les secours pour l'établissement de colonies scolaires, voyages, etc. (1); en ce que, enfin, exceptionnellement, les bureaux de bienfaisance peuvent être remplacés, pour fournir des aliments, vêtements ou autres allocations, par des institutions, des comités ou des œuvres créés à cet effet.

Le cas le plus fréquent sera celui où il n'existera aucun représentant d'œuvres scolaires, surtout dans les communes rurales où jusqu'ici ces œuvres ne sont pas organisées. Dans ce cas, c'est le bureau de bienfaisance qui distribuera les subsides octroyés, en faveur des indigents, par les Provinces et les communes.

Le principe est consacré formellement par l'article 2 de la proposition de loi. De manière, dit le § 1 de l'article, à maintenir l'égalité entre les élèves des écoles publiques et ceux des écoles privées ayant droit à l'enseignement gratuit.

Mais s'il existe des œuvres créées dans le but visé plus haut, la proposition distingue : Ou bien les allocations sont destinées aux enfants des écoles publiques ou privées; c'est le cas du § 2. Alors les subsides iront à ces œuvres ou aux comités qui les représentent dans la proportion du nombre des enfants ayant droit à l'enseignement gratuit. Ou bien les allocations ne sont destinées qu'à l'une des catégories d'écoles. Dans ce cas la part revenant à ces écoles sera remise à celles-ci, et l'autre sera remise au Bureau de Bienfaisance pour être distribuée aux enfants des écoles pour lesquelles il n'existe aucune œuvre, institution ou comité.

La proposition de loi tient donc compte des situations existantes, et l'on peut dire que, sous ce rapport, elle déroge au principe de la compétence absolue des Bureaux de Bienfaisance.

Cette dérogation ne froisse en rien le principe de la liberté d'enseignement, ni celui de l'égalité des citoyens devant la loi, principes qui doivent prévaloir sur tous les autres. La commission spéciale s'y rallie.

L'article 3 de la proposition de loi tient compte d'une autre circonstance et remédie à une situation que les écoles libres ne pourraient accepter. Des administrations communales consentent à donner la soupe aux enfants de toutes les écoles, tant privées que communales, mais elles exigent que les enfants reçoivent les aliments et les vêtements dans les locaux des écoles publiques. En supposant que des raisons d'économie puissent justifier peut-être cette prétention, d'autres raisons, plus plausibles, exigent que les secours en nature soient distribués dans des locaux dont disposent les comités

(1) Telle était bien l'intention de M. Woeste; mais les amendements du Gouvernement ne mentionnant que les aliments et les vêtements, les autres allocations échappaient à l'application du projet gouvernemental.

ou qui sont mis à leur disposition exclusive. L'article 3 donne satisfaction à ceux qui veulent avec raison que l'égalité de traitement entre toutes les écoles soit absolue. D'ailleurs, comme nous l'avons fait observer dans notre rapport de 1909, toutes les communes ne disposent pas de locaux propres au service en question.

On a objecté que la proposition est contraire au principe de l'autonomie communale. On a répondu que la proposition laisse aux provinces et aux communes la faculté de voter ou de ne pas voter les subsides en question. D'ailleurs on ne s' imagine guère que le principe de l'autonomie communale puisse être violé par l'admission de cet autre principe, consacré par la Constitution, de l'égalité des Belges devant la loi.

On a reproduit aussi ce grief que la proposition consacre la mainmise des parquets sur les conseils provinciaux et communaux. Il est à peine besoin de dire que la proposition n'atteint que ceux qui exécutent les décisions prises par les provinces et les communes contrairement aux dispositions des articles 2 et 3 de la proposition.

La Commission a adopté la proposition de loi par 5 voix contre 2, en amendant légèrement l'article premier, § 2, où elle propose d'introduire les mots « directement ni indirectement », après le mot « attribuées ».

Le Rapporteur,

R. COLAERT.

Le Président,

NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 APRIL 1913.

Wetsvoorstel houdende aanvulling der wet van 7 Mei 1888
en betreffende hulpbetoon aan de leerlingen der openbare en private scholen (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER COLAERT.

MIJNE HEEREN,

Verscheiden malen werden bij de Kamer ingediend wetsvoorstellen aangaande hetgeen men gewoonlijk noemt *de schoolsoep*.

Het eerste, uitgaande van den achtbaren heer Woeste, werd op 20 December 1903 ingediend onder den titel : « Wetsvoorstel ter aanvulling van de wet van 7 Mei 1888 betreffende de beteugeling van eenige misbruiken gepleegd door openbare besturen van weldadigheid ».

Den 24ⁿ Januari 1906 stelde de Regeering eene reeks amendementen voor, die werkelijk een nieuw ontwerp uitmaakten.

Over het voorstel van den heer Woeste en de amendementen der Regeering werd een verslag door de Middenafdeeling uitgebracht, den 19ⁿ Februari 1909 (3).

Op dit verslag volgde bijna onmiddellijk een voorstel van den achtbaren heer Destrée op « de schoolrefters » (4). Op zijne beurt stelde de achtbare heer Woeste verschillende wijzigingen voor in zijn eerste voorstel om dit aan te vullen (5).

Het voorstel Destrée werd onderzocht door eene bijzondere commissie, welke het verwierp met vijf stemmen tegen twee. De amendementen van den heer Woeste werden door die commissie niet onderzocht, daar de Kamer eenparig had geweigerd ze naar de commissie te verwijzen (6).

(1) Wetsvoorstel, n^o 27.

(2) De Commissie was samengesteld uit de heeren Nerinx, voorzitter, Bertrand, Brifaut, Colaert, Lemonnier, Van Cleemputte en Wauwermans.

(3) Verslag van den heer Colaert, n^o 103, vergadering van 19 Februari 1909.

(4) Wetsvoorstel n^o 119, vergadering van 10 Maart 1909.

(5) Amendementen n^o 140, vergadering van 27 April 1909.

(6) Verslag van den heer Colaert, n^o 135, vergadering van 11 April 1911.

Door de ontbinding der Kamers, in 1912, vervielen de voorstellen, die vroeger ingediend werden en waarover verslag werd uitgebracht. Doch op 19 November 1912 diende de achtbare heer Woeste het huidige voorstel in, welk hij betitelde : « Wetsvoorstel houdende aanvulling der wet van 7 Mei 1888 en betreffende hulpbetoon aan de leerlingen der openbare en private scholen ».

Over dat voorstel brengen wij thans verslag uit. Het handhaaft de rechtsbeginselen, door het eerste ontwerp gehuldigd, alsook de amendementen, door den achtbaren heer Woeste ingediend ter vergadering van 27 April 1909. Verder zullen wij wijzen op de veranderingen die uit nieuwe toestanden konden voortspruiten.

BEHANDELING VAN HET VOORSTEL IN DE BIJZONDERE COMMISSIE.

De bijzondere commissie liet haren verslaggever toe, de algemeene beschouwingen over te nemen, welke door de Middenafdeeling van 1909 werden in 't midden gebracht, in zooverre zij het huidig voorstel billijken.

Ziehier die beschouwingen :

» Het wetsvoorstel van den heer Woeste heeft zijn ontstaan te danken aan de beraadslaging, den 12^e December 1905 in de Kamer der Volksvertegenwoordigers gevoerd naar aanleiding van de vraag om uitlegging, door het achtbaar lid gericht tot den Minister van Justitie over het koninklijk besluit van 15 Augustus van gemeld jaar, waarbij werden ingetrokken artikel 15 van de uitgaven op de begrooting van het Weldadigheidsbureau van Thienen en artikel 44 van de begrooting der Burgerlijke Godshuizen in gemelde stad.

» Beide weldadigheidsbesturen hadden op hunne begrootingen een krediet van 2,000 frank uitgetrokken ten bate van eene private vereeniging die soep uitdeelde aan de leerlingen der gemeentescholen.

» De uitgaven, aldus gedaan uitsluitend ten bate van de leerlingen der gemeentescholen, vielen onder de toepassing der wet van 7 Mei 1888, die de besturen van weldadigheid : Godshuizen, Weldadigheidsbureelen en Liefdadigheidscomiteiten verbiedt, hunne giften afhankelijk te maken van het bijwonen van eene bepaalde school.

» Op beroep van den Gouverneur van Brabant, schrapte de Regeering de 2,000 frank, uitgetrokken op de begrootingen van de Godshuizen en van het Weldadigheidsbureau van Thienen.

» Het zal niet noodeloos zijn, hier de voornaamste overwegingen van het besluit van 15 Augustus 1905 aan te halen :

» » Overwegende, dat de bevoegdheden der Weldadigheidsbureelen en der Bestuurscommissiën van de Burgerlijke Godshuizen duidelijk omschreven zijn in de wetten die deze instellingen regelen; dat tot deze bevoegdheden enkel behoort het verstrekken van onderstand ten huize en het opnemen van behoeftigen in gast- of godshuizen;

» » Overwegende, dat het Werk der uitdeeling van soep aan school-

» gaande kinderen niet behoort tot die bevoegdheden; dat soepuitdeeling
 » niet volstrekt van liefdadigen aard is; dat zij niet geschiedt uit hoofde
 » van den behoeftigen toestand der leerlingen, wat overigens niet voor allen
 » het geval is;

» » Overwegende, dat deze uitdeeling moet beschouwd worden als zijnde
 » voornamelijk ingesteld in het belang van het lager onderwijs; dat zij
 » als dusdanig behoort tot den dienst van het openbaar onderwijs, dienst
 » die behoort tot de bevoegdheden der gemeente;

» » Overwegende, dat bijgevolg noch de Weldadigheidsbureelen, noch
 » de Bestuurscommissiën der Burgerlijke Godshuizen een deel van hun
 » inkomen mogen besteden voor de uitdeeling van soep aan schoolgaande
 » kinderen, die buiten hunne bevoegdheden valt, en dus geene toelagen
 » mogen verstrekken aan dergelijke instellingen. »

» Deze overwegingen brengen verscheidene beginselen van administratief recht te berde. Vooreerst is het onbetwistbaar dat de Godshuizen enkel bevoegd zijn om behoeftige zieken of gebrekkelijken in gast- of godshuizen op te nemen. De uitdeeling van soep aan schoolgaande kinderen en, over 't algemeen, het verstrekken van voeding of van kleederen behoort dus noch, tot het gebied, noch tot de bevoegdheid van de Besturen der Godshuizen.

» Ongetwijfeld kan worden beweerd dat « de gevallen, waarin opnemings in gast- of godshuizen noodig is, verminderen doordien de behoeftigen versterkende voeding erlangen » (1). Hetzelfde kan gelden, wanneer, bijvoorbeeld, eene woning wordt verschaft aan behoeftigen, niet opgenomen in gast- of godshuizen, of wanneer hun geldsommen worden gegeven om hun een onderdompensioen te verschaffen. Doch, door aldus de bevoegdheden van het bestuur van weldadigheid algemeen te maken, wijkt men onbetwistbaar af van den geest onzer wetgeving, die de zending van deze liefdadige instelling duidelijk heeft omschreven.

» Voor de Weldadigheidsbureelen is het vraagstuk van meer kieschen aard. Hunne taak brengt enkel mede het verstrekken van onderstand ten huize. Tijdens de beraadslaging, ter Kamer gevoerd naar aanleiding van het koninklijk besluit van 15 Augustus 1905, scheen men het eens om aan de Weldadigheidsbureelen bevoegdheid toe te kennen voor het uitdeelen van soep aan schoolgaande kinderen: de school werd beschouwd als zijnde eenigszins eene uitbreiding van de woning, het verblijf van de leerlingen gedurende een ruim deel van den dag.

» Neemt men aan dat de wet dergelijke uitbreiding veroorlooft, dan mag dit blijkbaar slechts geschieden onder voorwaarde dat de onderstand in voeding of kleeding wordt verstrekt alleen aan kinderen van behoeftige ouders. Naar het oordeel van alle rechtsgeleerden, is behoeftigheid de hoofdzakelijke vereischte tot het verleen van onderstand.

» Het Weldadigheidsbureau van Thienen, dat eene toelage verleende aan eene bijzondere vereeniging om soep uit te deelen aan kinderen eener school, zonder na te gaan of hunne ouders al dan niet behoeftig zijn, trad buiten de wet en de toelage moest ongeldig verklaard worden.

(1) Redevoering van den heer Woeste, vergadering der Kamer, 12 December 1905, *Handelingen*, bl. 172.

» Daartoe golden nog andere redenen. Eerst en vooral, zoo het kan aangenomen worden dat toelagen worden verleend bij wijze van uitdeeling van soep aan de behoeftigen eener gemeente, dan spreekt het vanzelf dat al de behoeftige kinderen van die gemeente dezelfde weldaad moeten genieten. Zooniet zou men redelijkerwijs moeten beslissen dat de onderstand, verstrekt door de openbare weldadigheid, toekomt niet aan de behoeftige lieden, maar wel aan eene bevoorrechte klasse van armen. Dergelijk stelsel druicht rechtstreeks aan tegen den tekst en den geest onzer wetten, alsmede tegen de eerste beginselen van rechtvaardigheid en billijkheid.

» Derhalve kan men enkel de Regeering gelukwenschen, omdat zij ongeldig verklaarde de toelagen, door de liefdadigebesturen van Thienen verleend aan eene vereeniging die ze voorbehield voor zekere klasse van ingezetenen : de kinderen die eene gemeenteschool bezoeken.

» Men kan zich moeilijk inbeelden, dat er over het beginsel verschil van gevoelen zou kunnen bestaan; 't is, zooals wij daareven in herinnering brachten, bijna een grondregel van het administratief recht.

» Door de wet van 7 Mei 1888 werd eene dubbele straf voorzien voor de handelwijze der besturen van weldadigheid, die hunnen onderstand alleen dan verleenen wanneer de behoeftigen hunne kinderen aan zekere bepaalde scholen toevertrouwen. Dergelijke beslissingen zijn ongeldig en de leden of bedienden van die besturen, welke ze uitvoeren, zijn strafbaar met boete.

» Om de toelagen te doen intrekken, die door de Godshuizen en het Weldadigheidsbureau van Thienen werden verleend aan eene bijzondere vereeniging, ten einde ze uit te deelen onder de kinderen van zekere bepaalde scholen, kon de Regeering eenvoudig steunen op den tekst der wet van 1888. Wij laken haar hoegenaamd niet, integendeel, wij prijzen haar, omdat zij de beginselen, die het verstrekken van toelagen aan de behoeftigen regelen, eens te meer in 't licht stelde.

» Doch het koninklijk besluit van 15 Augustus 1905 wierp een ander vraagstuk op, waar het zegt dat « de uitdeeling van soep moet worden » beschouwd als zijnde voornamelijk ingesteld in het belang van het lager » onderwijs, een dienst die tot de bevoegdheid der gemeente behoort ».

» Naar aanleiding van eene feitelijke vraag schijnt het koninklijk besluit van 15 Augustus 1905 dus eene rechtsvraag op te lossen in eenen zin waarover men het in 't geheel niet eens is. Ongetwijfeld behoort het bestuur der gemeentescholen aan de gemeenten. Ongetwijfeld ook erlangen de behoeftigen kosteloos onderwijs; ten einde het lager onderwijs te bevorderen, liet de wet van 1895 de gemeenten vrij om al de leerlingen, die hare scholen bezoeken, kosteloos toe te laten. Doch geene enkele onzer schoolwetten begreep in het kosteloos schoolgaan het verstrekken van voeding of kleding.

» De wet van 1842 en die van 1879 legden kosteloos onderwijs op voor de behoeftige kinderen, de eerste ten laste van de gemeenten, de tweede ten laste van de Weldadigheidsburelen. De wet van 1884 en die van 1895 handhaafden het beginsel. De bijdrage van het Weldadigheidsbureau in de schoolkosten der kinderen van behoeftigen wordt ieder jaar bepaald en op zijne begrooting uitgetrokken.

» Daaruit volgt dat de eigenlijke schoolkosten der arme kinderen behooren tot de daden van weldadigheid. Zij zijn dus vreemd aan het openbaar onderwijs.

» Dat is, met nog meer reden, het geval met kredieten toegestaan voor voedingsmiddelen of voor kleederen.

» De vraag, of de uitdeelingen, gedaan door de gemeenteraden, onwettelijk zijn en of de beraadslagingen dienaangaande kunnen nietig verklaard worden door den Koning, werd in den Senaat in 't midden gebracht door den achtbaren heer Hubert, die beweerde van ja; doch de Minister van Binnenlandsche Zaken en van Openbaar Onderwijs vereenigde zich niet met de meening van den achtbaren heer Senator, omdat « men het niet eens is » over de vraag, of de instellingen van weldadigheid ten bate van de school- » gaande kinderen zijn bestemd om het bijwonen van de school te verzeke- » ren dan wel werken van loutere liefdadigheid zijn ».

» Het koninklijk besluit van 15 Augustus 1905, door den heer Van den Heuvel, Minister van Justitie, medeonderteekend, schijnt het vraagstuk op te lossen : « het is, volgens dit besluit, een dienst die tot de bevoegdheden » der gemeente behoort ».

» Tot staving dier stelling steunde de achtbare Minister op twee besluiten die vroeger uitgingen van andere vertegenwoordigers, der Regeering, met name van de heeren Thonissen. Devolder en Le Jeune, de eerste twee, Ministers van Binnenlandsche Zaken en van Openbaar Onderwijs, de derde, Minister van Justitie; deze laatste was het eens met zijn collega over het beginsel, gesteld en opgelost als volgt :

» « Overwegende, dat het erkend is dat de gemeenten het recht hebben, » aan de bewaarscholen de middelen te verschaffen om haar doel te berei- » ken en dat het uitdeelen van soep, waarvoor kredieten worden gebracht » op de begrootingen en in de rekeningen dier bewaarscholen, tot die » middelen behoort. Dienvolgens wordt de gemeenteraad van Thienen » gemachtigd, bedoelde erfgift te aanvaarden onder de bepaalde voor- » waarden. »

» Vóór dit besluit, dagteekenende van 1890, werd, in 1887, een besluit medeonderteekend door den heer Thonissen; daarin was er sprake van eene schenking voor het uitdeelen van soep aan de kinderen der bewaarscholen van de stad Thienen.

» In het koninklijk besluit van 15 Augustus 1905 steunde de achtbare heer Van den Heuvel dus op de rechtspraak gehuldigd door zijne voorgangers.

» Thans willen wij niet onderzoeken, zooals sommigen, in hoeverre beide koninklijke besluiten al of niet wettelijk zijn, noch zelfs, zooals anderen, of, wanneer zij werden uitgevaardigd, het vraagstuk al of niet grondig genoeg werd onderzocht. Er dient echter te worden opgemerkt dat in beide besluiten enkel sprake was van schenkingen gedaan *aan de stad* Thienen ten bate van hare *bewaarscholen*, terwijl het koninklijk besluit van 1905 het beginsel, dat wij hier bespreken, oppert voor het *lager* onderwijs.

» Het verschil is zonneklaar : in de lagere scholen ontvangen de kinderen het onderwijs, zij verblijven er enkel gedurende eenige uren; zij eten thuis.

In de bewaarscholen geldt het veeleer de bewaking van de kinderen en, in zekere mate, hunne voeding. Overigens, in onze schoolwetten zijn er geen bepalingen betreffende de *bewaarscholen*, tenzij die krachtens welke de gemeenteraad regelt al wat deze scholen betreft, terwijl de schoolkosten ten laste van de Weldadigheidsbureelen zijn.

» Het koninklijk besluit van 13 Augustus 1903 bracht twee andere vraagstukken in 't midden, die door den heer Woeste hoofdzakelijk behandeld werden in zijne vraag om uitlegging :

» 1^o Is het koninklijk besluit van 13 Augustus 1903 wettelijk, waar het beslist dat de uitdeelingen van soep behooren tot de bevoegdheid der gemeente, mogen dan de gemeenteraden beslissingen nemen, krachtens welke zij hunne toelagen verleenen aan *bepaalde scholen*?

» 2^o Doen ze zulks, vallen zij dan niet onder de toepassing der wet van 7 Mei 1888, in dezen zij dat zij, alie dergelijke beraadslagingen der gemeenteraden ten uitvoer leggen, strafbaar zijn?

* * *

» Het eerste vraagstuk mag gesteld worden als volgt : onderstand, door de gemeenteoverheid verleend aan de kinderen eener bepaalde school, gemeenteschool of vrije school, mits zij die school volgen.

» In de toelichting van zijn wetsvoorstel steunt de achtbare heer Woeste op de vrijheid van geweten en op de vrijheid van onderwijs, die door de Grondwet zijn gehuldigd en een hersenschim zouden zijn, indien de openbare machten, door rechtstreeksche of onrechtstreeksche middelen, de ouders mochten verplichten hunne kinderen toe te vertrouwen aan eene school waarvan het onderwijs met hunne overtuigingen niet zou strooken.

» « Het gebruik, dat zij van hunne inkomsten zouden maken, ware bij-
» zonder hatelijk, indien zij de armoede der behoeftige lieden te baat namen
» om hun alleen dan hulp te verstrekken wanneer zij hunne kinderen
» zouden zenden naar de scholen, door die overheden beschermd. »

» Het komt ons voor, dat die redenen in rechte en in feite gegrond zijn. Daarbij kan worden gevoegd dat artikel 17 der Grondwet, door de vrijheid van onderwijs onbeperkt te vestigen, elken voorkomenden maatregel heeft verboden, en dat, door te beslissen dat het officieel onderwijs insgelijks door de wet wordt geregeld, de grondwetgevers dit laatste onderwijs hebben willen aanstellen als een bijkomend onderwijs, namelijk voor 't geval dat het *privaat* onderwijs ontoreikend mocht zijn. Ten hoogste kan men beweren dat beide soorten van onderwijs door de Grondwet op gelijken voet worden gesteld.

» Dat was onbetwistbaar de zienswijze die onder de regeling der wet van 1842 werd gevolgd. Wij hebben het bewezen in ons verslag over het wetsvoorstel van 1888 en bij de behandeling van dit voorstel (1).

(1) Verslag van den heer Colaert, 25 Januari 1888, *Stukken der Kamer*, bl. 89-91; behandeling, vergaderingen van 19, 20 en 24 April 1888 (*Handel.*, bl. 1052 tot 1110).

De wet op de studiebeurzen huldigt op hare beurt, bij artikel 38, het recht voor den beursgenieter om, naar eigen keuze, een officieel of een privaat onderwijsgesticht van het land te volgen, zonder dat bedoeld recht kan worden beperkt door de stichtingsakte.

« « Opdat de vrijheid van onderwijs echt zou wezen en heilzame vruchten » afwerpe, zegde de achtbare heer Bara, verslaggever van het wetsontwerp » van 1864, is het noodig dat op geenerlei wijze, hetzij door gunsten vanwege » de overheid, hetzij door hulpgelden en beurzen, de leerling worde gelokt » naar een officieel gesticht eerder dan in een ander. Er bestaat geen vrijheid » meer, indien men leerlingen aanwerft door middel van beurzen, indien » men de minder gegoede gezinnen verplicht hunne kinderen te zenden naar » een bepaald onderwijsgesticht, indien het geweten der gezinnen in strijd » wordt gesteld met hun belang. De zegepraal van de waarheid en van » den vooruitgang hangen af van het onderwijs, en welken hinderpaal werpt » men daartegen niet op, indien men de jongelingen verplicht hun hart en » hun geest te vormen naar deze of gene leering, indien men zegt tot de » arme jongelingen : Gij zult u aansluiten bij onze denkbeelden, of gij zult » geen onderwijs genieten; bij gebrek aan geldmiddelen zult gij naar onze » scholen komen of gij zult niet elders gaan !

» » Voortaan zullen de gezinnen hunne kinderen zenden waar het hun » beliest, volgens de inspraak van hun geweten ; zij zullen zelf beslissen » welk onderwijs het beste is en ze zullen niet meer in de noodzakelijkheid » verkeerden, hunne overtuiging op te offeren om beurzen te bekomen. » Voortaan zal de vrijheid van geweten op een nieuwen waarborg » steunen (1). »

» De wet van 1879 zelve bracht, in dat opzicht, geen verandering in de wet van 1842, evenmin als in de denkbeelden van den heer Bara, die wij daareven mededeelden.

» De wet van 1884 was uitdrukkelijker. Op de lijst der arme kinderen, toegelaten tot kosteloos onderwijs ten laste van het Weldadigheidsbureau, moesten worden vermeld de kinderen, toegelaten in de gemeentescholen of in de *aangenomen* scholen, en de wet van 1893 strekt de toelagen der openbare weldadigheid uit tot de leerlingen van de *aanneembare scholen*.

» Mag men derhalve niet staande houden dat de gemeentebesturen ophouden wettelijk te handelen, wanneer zij hunne toelagen enkel verleenen aan de gemeentescholen, en dat hunne beslissingen dienaangaande nietig zijn ?

» De Middenafdeeling is ervan overtuigd, doch de Regeering heeft tot heden, voor zoover wij weten, de beslissingen niet verbroken, welke in dien zin werden genomen door zekere gemeenteraden. De quaestie mag dus twijfelachtig heeten.

*
* *

» Wat aangaat het tweede vraagstuk, zijn wij van meening, evenals de achtbare heer Van den Heuvel, dat de straffen, voorzien bij de wet van

(1) Verslag der Middenafdeeling, den 24ⁿ Maart 1863 uitgebracht door den heer Bara.

1888, niet toepasselijk zijn op hen die de beslissingen van de gemeenteraden, genomen in strijd met den geest onzer wetten, uitvoeren. De bepaling van artikel 2 dezer wet is een straf, die niet bij analogie uitgebreid mag worden.

» Het voorstel van den achtbaren heer Woeste vult de wet van 1888 aan. Het treft de beraadslagingen van de gemeenteraden, die in strijd zijn met den geest der Grondwet en der wetten waarover wij zooeven spraken, en het straft de leden en beambten van de gemeentebesturen die deze beraadslagingen ten uitvoer leggen. »

Het huidig voorstel van den achtbaren heer Woeste wijkt niet af van de grondbeginselen en beschouwingen, door ons overgenomen : recht voor de provinciën en de gemeenten om toelagen te stemmen; hulpbetoon alleen voor de gezinnen die recht hebben op kosteloos onderwijs uit kracht van artikel 3 der wet op het lager onderwijs; verplichte tussekomsst van de weldadigheidsbureelen voor het verdeelen der toelagen in de gewone gevallen.

Die grondbeginselen worden gehuldigd door de artikelen 1 en 2 van het wetsvoorstel. Dit voorstel verschilt van het vorige, doordat het ook aan de provinciën het recht toekent, hetwelk vroeger slechts aan de gemeenten werd verleend; doordat het de bewaarscholen gelijkstelt met de lagere scholen; doordat het bedoelt niet alleen de toelagen voor voedsel en kleedingstukken, maar ook elk anderen onderstand, met name dien voor het inrichten van schoolkoloniën, reizen, enz. (1); doordat, eindelijk, de weldadigheidsbureelen voor het verleenen van eetwaren, kleedij en andere zaken bij uitzondering kunnen worden vervangen door inrichtingen, comiteiten of werken, met dat doel opgericht.

In de meeste gevallen zal er geen inrichting van schoolwerken bestaan, vooral niet in de buitengemeenten waar tot nu toe zulke werken niet ingericht zijn. In dit geval verdeelt het weldadigheidsbureau de toelagen, ten bate van de behoeftigen toegekend door de provinciën en de gemeenten.

Het grondbeginsel staat uitdrukkelijk in artikel 2 van het wetsvoorstel, derwijze, zegt het eerste lid van het artikel, dat er geen onderscheid worde gemaakt tussehen de leerlingen der openbare en die der private scholen, rechthebbende op kosteloos onderwijs.

Bestaan er echter werken die met het voormelde doel zijn opgericht, dan maakt het voorstel een onderscheid; ofwel zijn de tegemoetkomingen bestemd voor de leerlingen der openbare of der private scholen; dat is het geval bedoeld in de tweede paragraaf. Dan worden de toelagen verleend aan die werken of aan de comiteiten welke deze vertegenwoordigen naar evenredigheid van het getal kinderen die recht hebben op kosteloos onderwijs. Ofwel zijn de tegemoetkomingen enkel bestemd voor eene soort van scholen. In dat geval wordt het aandeel, dat aan deze scholen toekomt, aan

(1) Dat was wel het inzicht van den heer Woeste; doch de amendementen der Regeering vermeldten enkel het voedsel en de kleederen en dus vielen de andere tegemoetkomingen buiten de toepassing van het ontwerp der Regeering.

deze terhandgesteld, en wordt het andere afgegeven aan het Weldadigheidsbureau om uitgedeeld te worden aan de kinderen der scholen voor welke er geen werk, inrichting of comiteit bestaat.

Dus houdt het wetsvoorstel rekening met de bestaande toestanden en men mag zeggen dat het, in dit opzicht, afwijkt van het beginsel der volstrekte bevoegdheid der Bureau's van Weldadigheid.

Deze afwijking krenkt geenszins het grondbeginsel der vrijheid van onderwijs, noch dat van de gelijkheid der burgers voor de wet, beginselen die boven alle andere moeten gelden. De bijzondere commissie vereenigt er zich mede.

Artikel 3 van het wetsvoorstel houdt rekening met eene andere omstandigheid en maakt een eind aan een toestand dien de vrije scholen niet zouden kunnen aannemen. Er zijn gemeentebesturen die er in toestemmen, de soep te geven aan de kinderen van al de scholen, zoowel vrije scholen als gemeentescholen, maar zij eischen dat de kinderen het eten en de kleedingstukken ontvangen in de lokalen der openbare scholen. Zelfs wanneer redenen van spaarzaamheid zulke aanmatiging misschien mochten billijken, vereischen andere, meer aannemelijke redenen dat de onderstand *in natura* uitgedeeld worde in de lokalen waarover de comiteiten beschikken of die uitsluitend tot hunne beschikking zijn gesteld. Artikel 3 geeft voldoening aan hen die terecht willen dat al de scholen op volstrekt gelijke wijze worden behandeld. Overigens, gelijk wij het reeds deden opmerken in ons verslag van 1909, hebben niet al de gemeenten lokalen, voor bedoelden dienst geschikt.

Men heeft opgeworpen dat het voorstel in strijd is met het beginsel van de zelfstandigheid der gemeenten. Daarop werd geantwoord dat het voorstel de provinciën en de gemeenten vrijlaat, bedoelde toelagen al of niet te stemmen. Overigens kan men zich nauwelijks inbeelden dat het beginsel van de zelfstandigheid der gemeenten kan gekrenkt worden door het huldigen van dit ander beginsel, in de Grondwet geschreven : de gelijkheid van al de Belgen voor de wet.

Men herhaalde ook deze grief, dat het voorstel de parketten toelaat de hand te leggen op de provincialeraden en op de gemeenteraden. Men behoeft bijna niet te zeggen dat het voorstel slechts diegenen treft, die de beslissingen van de provinciale raden en gemeenteraden anders toepassen dan door de bepalingen van de artikelen 2 en 3 van het voorstel is voorzien.

De Commissie heeft het wetsvoorstel aangenomen met 5 stemmen tegen 2; zij bracht eene lichte wijziging in het tweede lid van het eerste artikel; zij stelt namelijk voor, de woorden « rechtstreeks of onrechtstreeks » in te lassen na het woord « toegekend ».

De Verslaggever,

R. COLAERT.

De Voorzitter,

NERINCX.